

Paul Magnette en mode déni d'entreprise

PIERRE-YVES JEHOLET

*Chef de groupe MR
au Parlement de Wallonie*

Un des derniers événements suite à la saga autour du Ceta fut l'annonce de la déclaration de Namur par un ancien professeur d'études européennes: Paul Magnette. Cette initiative vise à changer la manière dont l'Union européenne négocie les traités commerciaux et le contenu de ceux-ci. Même si la démarche semble louable et qu'elle concrétise d'une certaine façon le travail réalisé par l'assemblée wallonne, elle suscite néanmoins un nombre d'interrogations par rapport à la posture qui est adoptée.

À travers sa déclaration, le ministre-président wallon s'érige une nouvelle fois en défenseur d'une certaine frange de la société civile. En revanche, ce que le bourgmestre de Charleroi oublie, c'est qu'il est de facto le ministre-président de tous les Wallons. Par conséquent, aussi celui des entrepreneurs et des travailleurs qui produisent de la richesse et de la croissance pour notre économie.

Nous nous accordons évidemment sur le besoin de transparence et d'information du citoyen. Cependant, la question du libre-échange est aussi et surtout une affaire d'entreprises. Le commerce extérieur représente près de 50% du PIB wallon et deux tiers de la valeur ajoutée créée par nos entreprises.

Combien d'entreprises impliquées?

L'ouverture est primordiale pour notre Région. Le rôle d'un gouvernement n'est-il pas de poser le cadre le plus adéquat pour permettre aux entreprises de se développer, d'embaucher et de créer de la valeur? N'oublions pas que depuis la nuit des temps, le commerce a contribué à l'augmentation collective du pouvoir d'achat.

Or, combien d'entreprises ont été im-

pliquées dans cette démarche? Pour des négociations sur la PAC, l'avis des agriculteurs doit être prépondérant. Pour des débats sur le bien-être au travail, l'avis des syndicats est primordial. Dès lors, pour un débat sur le libre-échange, les exportateurs doivent être davantage écoutés et soutenus.

Dans sa déclaration, Paul Magnette n'élargit pas le cadre au monde entrepreneurial comme il devrait normalement s'en soucier. Il le balise de considérations altermondialistes et limite clairement le champ de développement des sociétés wallonnes.

Cette déclaration est un véritable déni d'entreprise. Par sa position, le ministre-président met en danger l'équilibre que nous essayons de trouver entre l'éthique et l'économie dans le cadre de la politique commerciale wallonne.

Quand l'occasion se présente, Paul Magnette se métamorphose en une allégorie de la gauche radicale en croisade contre la Commission européenne. Mais lorsqu'il s'agit de réévaluer nos exportations d'armes vers l'Arabie saoudite, il nous rétorque que c'est au niveau européen qu'il faut agir. Pourquoi ne fait-il pas preuve d'autant d'acharnement dans ce dossier ou dans le combat contre le chômage wallon que dans celui des traités de libre-échange?

Alors que la Région dont il est le patron traverse une période difficile, tant sur le plan économique qu'au niveau de la gouvernance, l'exploitation politique du dossier Ceta est poussée à son paroxysme par un Paul Magnette qui s'offre le luxe de présenter à Bruxelles son bouquin livrant sa propre version des faits. La tentation de succomber aux avances du populisme et d'adopter un discours caressant les oreilles de l'opinion publique semble de plus en plus irrésistible.

De telles positions nous font craindre le pire. Ces postures réactionnaires risquent finalement de nous empêcher de commercer avec nombre de pays. Qui plus est, avant de balayer d'un revers de la

main les accords de libre-échange en négociation, Paul Magnette pourrait-il s'inquiéter de l'importance des échanges commerciaux avec ces pays? Certes, il convient d'adopter une attitude ferme et de rester vigilant face à des secteurs se trouvant dans des situations de déséquilibre. Mais n'avons-nous vraiment aucun intérêt à faire valoir? Devrons-nous à l'avenir conclure des traités entre Herve et Beauvechain?

Lorsque l'on avertit le gouvernement wallon du risque d'isolement que notre Région et que nos entreprises courent s'il continue sur cette voie, on nous répond qu'ils ne sont pas seuls. Bien sûr, un peu partout, il y aura toujours quelques personnes prêtes à descendre dans les rues pour contester le nouvel ordre mondial.

Cependant, au lieu de creuser des tranchées et de frileusement se recroqueviller sur soi, c'est surtout de pragmatisme dont nous avons cruellement besoin aujourd'hui.

La Wallonie que nous voulons incarner est une Wallonie qui veut gagner et non pas une Wallonie qui ne veut pas perdre.

Quand l'occasion se présente, Paul Magnette se métamorphose en une allégorie de la gauche radicale en croisade contre la Commission européenne. Mais lorsqu'il s'agit de réévaluer nos exportations d'armes vers l'Arabie saoudite, il nous rétorque que c'est au niveau européen qu'il faut agir.